

Impasse diplomatique sur le dossier syrien

LE MONDE | 06.09.2013 à 10h39 | Par Yves-Michel Riols

Les divisions internationales sur la perspective d'une intervention militaire en [Syrie](#) se sont étalées au grand jour lors du sommet du G20 de Saint-Pétersbourg, en [Russie](#), qui s'achève vendredi 6 septembre.

Dès l'ouverture, jeudi, les tensions entre Russes et Américains étaient palpables. Il a suffi d'une poignée de secondes pour s'en [apercevoir](#) lorsque la limousine blindée du président [Barack Obama](#) s'est glissée devant l'entrée du palais Constantin, un flamboyant édifice baroque posé sur le golfe de [Finlande](#), où l'attendait [Vladimir Poutine](#), le chef de l'Etat russe.

Lire : ["Syrie, le dîner du G20 qui confirme les divisions internationales"](#)

En s'extirpant du véhicule, M. Obama s'est dirigé d'un pas allant vers son hôte, la main tendue. Les deux hommes ont échangé des sourires forcés, feint la décontraction et fait de gros efforts d'amabilité. Ce fut le seul moment convivial de la journée.

DES FAITS ET GESTES SCRUTÉS À LA LOUPE

Le rendez-vous était attendu, car c'était la première fois que les présidents russe et américain se retrouvaient depuis l'annonce, par [Barack Obama](#), le 31 août, de son intention de [lancer](#) des frappes contre le régime de [Bachar Al-Assad](#), en réaction à *"la pire attaque aux armes chimiques du XXI^e siècle"*, selon l'expression du président américain, qui a fait plusieurs centaines de morts dans la banlieue de Damas, le 21 août.

Du coup, les moindres faits et gestes des deux dirigeants ont été scrutés à la loupe. La réception raide et formelle réservée par Vladimir Poutine à son homologue américain a d'emblée planté le décor. Tous ceux qui espéraient un sursaut de dernière minute en ont été pour leurs frais, à [commencer](#) par le [pape](#) François. Son appel, lancé jeudi, à *"écarter la piste vaine d'une solution militaire"* en Syrie, est passé quasiment inaperçu.

Faute de conciliation, l'enjeu du sommet du G20 est rapidement devenu clair : se [servir](#) de cette tribune internationale pour [mener](#) la bataille de l'opinion. *"Cela fait deux ans et demi que l'on cherche une solution au drame syrien, ce n'est pas en vingt-quatre heures que l'on va la trouver"*, a insisté un membre de la délégation française.

L'HEURE EST À L'AFFRONTLEMENT

Au moment où M. Poutine a ouvert cette rencontre avec ses homologues, rassemblés dans un salon prestigieux orné de marbre, son porte-parole, [Dmitri Peskov](#), a donné le ton de ce sommet. Dès lors, plus aucun doute n'était permis sur les intentions de la Russie, principal allié de Bachar Al-Assad avec l'[Iran](#) : l'heure était à l'affrontement.

Dans une salle bondée, où les journalistes s'étaient précipités en masse, M. Peskov, qui cultive sa ressemblance avec [Robert Redford](#), s'est livré à une mascarade et à un réquisitoire. Mascarade, car il a délibérément évité de [mentionner](#) la Syrie pendant une bonne vingtaine de minutes, insistant plutôt sur la rencontre "fructueuse" que venait d'[avoir](#) Vladimir Poutine avec le président chinois, Xi Jinping, dont il avait visiblement du mal à [prononcer](#) le nom. Réquisitoire, car il a rejeté en bloc les arguments avancés par les États-Unis et la France pour [justifier](#) des frappes contre le régime de Bachar Al-Assad.

Lire la chronologie : ["Syrie : deux semaines de tensions après l'attaque chimique de Damas"](#)

Sans surprise, il a d'abord balayé le motif avancé par Washington et Paris pour [intervenir](#) en Syrie : *"Nous ne pouvons pas [accepter](#) des preuves qui sont loin d'être convaincantes"* sur les commanditaires du massacre chimique intervenu le 21 août.

M. Peskov a ensuite récusé le cadre légal d'une future opération : *"Ni le Congrès américain ni aucune assemblée législative d'un autre pays ne peuvent [prendre](#) des décisions légitimes en matière de droit [international](#)",* seul le "Conseil de sécurité des Nations unies" est habilité à le [faire](#). Il a, enfin, évoqué le désaccord profond sur la nature même du régime de Damas, parlant du *"gouvernement et des forces militaires syriennes légitimes".**

POLÉMIQUES ET CRITIQUES

Plus que jamais, la bataille de l'opinion passe par celle des "preuves" de la responsabilité du [pouvoir](#) syrien dans l'attaque chimique près de Damas. Dès son arrivée à Saint-Petersbourg, le président [François Hollande](#) a fait de ce combat sa priorité, conscient des réticences que suscite sa position offensive sur la Syrie, en France et ailleurs. *"C'est très important que les Européens qui sont présents au G20 soient ensemble sur la même position de [condamner](#) l'utilisation des armes chimiques et de [condamner](#) le régime qui les a utilisées"*, a-t-il insisté. En clair : [montrer](#) que Paris n'est pas isolé.

Toutefois, M. Hollande a aussitôt dû [affronter](#) une tempête provoquée par une déclaration du président du Conseil européen, [Herman Van Rompuy](#), également présent au G20. *"Il n'y a pas de solution militaire au conflit syrien"*, a indiqué ce dernier, jeudi, lors d'une conférence de presse. Un propos aussitôt interprété comme une critique voilée de la position française.

Pour éteindre la polémique, M. Hollande a réuni les dirigeants européens présents à Saint-Petersbourg avant le dîner officiel pour [tenter](#) de *"solidariser les Européens sur une position [politique](#)"*, dit-on dans l'entourage du chef de l'Etat. La bataille de l'opinion ne fait que [commencer](#).

